

# La riposte de la communauté face à COVID-19



Guide futé des travailleurSEs du sexe



**nswp** Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel  
Promouvoir la Santé et les Droits Humains



## Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel

Promouvoir la Santé et les Droits Humains

**NSWP existe afin de défendre la voix des travailleurSEs du sexe à l'échelle mondiale et de mettre en contact les réseaux régionaux militant pour les droits des travailleurSEs du sexe femmes, hommes et transgenres. NSWP plaide en faveur de services sociaux et de santé basés sur les droits, le droit de vivre sans violence ni discrimination et l'autodétermination pour les travailleurSEs du sexe.**

Le Réseau mondial des projets sur le travail du sexe emploie une méthodologie qui met en évidence les connaissances, les stratégies et les expériences des travailleurSEs du sexe et des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et, en favorise le partage. Les Guides futés sont le résultat de travaux de recherche documentaire, d'une consultation menée en ligne auprès des organisations membres de NSWP et d'études de cas fournies par certains membres.

Le terme « travailleurSE du sexe » reflète la grande diversité de la communauté des travailleurSEs du sexe. La liste n'est pas exhaustive mais cette communauté compte notamment : les femmes, les hommes et les personnes transgenres travailleurSEs du sexe, les travailleurSEs du sexe lesbiennes, gays et bisexuelLES, les hommes travailleurs du sexe s'identifiant comme hétérosexuels, les travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH ou d'autres maladies, les travailleurSEs du sexe usagerÈRES de drogues, les jeunes adultes travailleurSEs du sexe (entre 18 et 29 ans), les travailleurSEs du sexe avec et sans papiers ainsi que les personnes déplacées et les réfugiés, les travailleurSEs du sexe vivant dans les zones rurales et dans les zones urbaines, les travailleurSEs du sexe handicapéEs et les travailleurSEs du sexe qui sont en détention ou en prison.

# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>2</b>
<b>L'impact de la COVID-19 sur les communautés de travailleurSEs du sexe</b> .....	<b>4</b>
<b>Les travailleurSEs du sexe oubliés</b> .....	<b>6</b>
<b>Les meilleures pratiques en matière de soutien communautaire aux travailleurSEs du sexe</b> .....	<b>8</b>
<b>Distribution de nourriture, d'argent et de matériel médical</b> .....	<b>8</b>
<b>Le soutien émotionnel et la solidarité</b> .....	<b>12</b>
<b>Le soutien pour l'accès aux services et la gestion de la bureaucratie</b> .....	<b>14</b>
<b>Renforcer les connaissances et les compétences</b> .....	<b>19</b>
<b>Les campagnes politiques et de sensibilisation</b> .....	<b>21</b>
<b>Les difficultés rencontrées par les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe</b> .....	<b>23</b>
<b>Des ressources financières limitées</b> .....	<b>23</b>
<b>Des services et un personnel insuffisants</b> .....	<b>24</b>
<b>Les difficultés pour répondre aux besoins de touTEs les travailleurSEs du sexe</b> .....	<b>24</b>
<b>Les enseignements tirés</b> .....	<b>25</b>
<b>Recommandations</b> .....	<b>27</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>28</b>

# Introduction

**Les travailleurSEs<sup>1</sup> du sexe ont été parmi les plus durement touchéEs au début de la pandémie de COVID-19 et continuent d'être affectéEs par cette crise de santé publique mondiale. Les difficultés que rencontraient les travailleurSEs du sexe avant COVID-19, du fait de la criminalisation, de la stigmatisation et de la discrimination, ont toutes été exacerbées par la pandémie. Même si les gouvernements ont apporté une aide aux personnes économiquement fragilisées par les mesures de protection de la santé publique, la grande majorité des travailleurSEs du sexe dans le monde ont été excluEs des interventions d'urgence nationales et des mécanismes de protection sociale.<sup>2</sup>**

**Dans le contexte de la COVID-19, la baisse des revenus des travailleurSEs du sexe s'est accompagnée d'une augmentation de la stigmatisation, de la discrimination et de la violence à l'égard des travailleurSEs du sexe ainsi que d'une augmentation des inégalités, des problèmes de santé et des violations de leurs droits.<sup>3</sup> Cette situation a permis d'exposer les effets néfastes de la criminalisation, de révéler les inégalités existantes et de mettre en lumière les obstacles structurels qui excluent les travailleurSEs du sexe des mécanismes de protection sociale.<sup>4</sup>**

- 
- 1 Note du traducteur : Dans ce document la forme féminine est délibérément ajoutée au masculin du substantif «travailleur» ainsi qu'à d'autres substantifs, adjectifs, déterminants et participes passés de façon à ne pas rendre les femmes «invisibles» sachant qu'il est reconnu que la majorité des travailleurs du sexe sont des femmes. Cette décision n'a pas pour but d'exclure les travailleurs du sexe, hommes ou transgenres, mais d'inclure au contraire une majorité, tout en restant stylistiquement cohérent et lisible.
  - 2 UNAIDS, 2020, « Droits en cas de pandémie – Confinements, droits et leçons du VIH dans la réponse précoce à la COVID-19. »
  - 3 NSWP, 2021, « Document de politique générale : COVID-19 et les travailleurSEs du sexe/les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe. »
  - 4 NSWP, 2019, « Note d'information : la protection sociale. »

Face à l'incapacité des gouvernements à fournir une assistance adéquate en termes de protection sociale et à inclure les travailleurSEs du sexe dans leurs dispositifs de mesures d'urgence, les organisations de travailleurSEs du sexe du monde entier se sont mobilisées pour soutenir leurs communautés. Des fonds de solidarité communautaires ont été mis en place pour assurer aux travailleurSEs du sexe une aide financière et distribuer des bons d'achat, et de nombreuses organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont continué à assurer la prestation et le développement des services ; les organisations ont également soutenu les travailleurSEs du sexe en leur livrant directement des médicaments antirétroviraux et la PrEP à domicile, ainsi que des produits alimentaires et d'hygiène. Ce guide futé a pour objectif de mettre en lumière les meilleures pratiques des travailleurSEs du sexe quant aux initiatives qu'ils/elles ont prises face à la pandémie de COVID-19, des pratiques qui serviront de modèles pour les futures crises sanitaires et humanitaires.

Il se veut un outil de plaidoyer que les travailleurSEs du sexe et leurs alliéEs peuvent utiliser pour faire entendre leurs revendications et promouvoir une approche du travail du sexe et des travailleurSEs du sexe qui respecte leurs droits lors des futures pandémies. Sur la base d'entretiens et de discussions en groupe focalisés menés par les organisations membres, différents types d'initiatives sont mis en évidence pour montrer la façon dont des groupes locaux de défense des droits des travailleurSEs du sexe ont su soutenir leur communauté au moment où la pandémie empêchait les travailleurSEs du sexe du monde entier de gagner leur vie et menaçait leur santé. Ce guide futé se conclut par une liste de recommandations à l'intention des gouvernements, des décideurs politiques et des donateurs, à la lumière des difficultés rencontrées et des enseignements tirés des initiatives communautaires prises face à la pandémie.

# L'impact de la COVID-19 sur les communautés de travailleurSEs du sexe

**Les travailleurSEs du sexe ont été touchés de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19. Les travailleurSEs du sexe du monde entier ont fait face à de nombreuses épreuves, elles/ils ont subi des pertes de revenus, ont été exclus des mécanismes de protection sociale et des mesures d'urgence, ont été confrontés à une intensification de la criminalisation et du harcèlement et à un renforcement des inégalités ; celles et ceux qui vivent avec le VIH depuis longtemps ou ont d'autres problèmes de santé ont également été durement touchés.<sup>5</sup>**

La pandémie a gravement perturbé les services de santé dans de nombreux pays. La circulation des personnes a été restreinte et les services de santé ont été limités ou complètement interrompus pendant de longues périodes.<sup>6</sup> Les réponses à l'enquête menée par NSWP sur l'impact de la COVID-19<sup>7</sup> en Australie, en Chine, au Bangladesh, à Hong Kong, au Vietnam et en Thaïlande ont indiqué que l'accès des travailleurSEs du sexe aux soins de santé avait été gravement affecté, notamment l'accès au dépistage et au traitement du VIH et des IST et aux services de réduction des risques, y compris le matériel stérile d'injection des drogues et le traitement de substitution aux opiacés. Le Centre de recherche et d'aide sociale sur le VIH/sida (HARC), au Bangladesh, a fait état d'un accès réduit aux services et produits de santé essentiels tels que les préservatifs et le lubrifiant, les services de réduction des risques, ainsi que le dépistage et le traitement des IST.

Au Sénégal, And Soppeku a signalé que les travailleurSEs du sexe ont souffert d'un accès réduit aux traitements contre le VIH, au dépistage et au traitement des IST, ainsi qu'aux produits alimentaires et d'hygiène de base.

Dans de nombreux pays, les forces de l'ordre ont ciblé de manière disproportionnée les travailleurSEs du sexe qui ont été contraints d'enfreindre les restrictions liées à la pandémie pour pouvoir travailler. L'ONUSIDA a signalé que :

**« Les travailleurs du sexe ont été particulièrement vulnérables aux arrestations et aux mauvais traitements dans le cadre de la COVID-19. Leurs revenus étant menacés ou entièrement éliminés, et souvent inéligibles en raison du statut juridique de leur travail, de nombreux travailleurs du sexe déclarent avoir dû choisir entre l'éloignement physique et la satisfaction de leurs besoins fondamentaux, de nombreux travailleurs du sexe ayant été arrêtés dans le monde entier. »<sup>8</sup>**

5 Lucy Platt et al., "Sex workers must not be forgotten in the COVID-19 response," *The Lancet* 396 (2020): 9-10.

6 APCOM, 2022, "Lessons learned from, and good practices on, continuity of community-based HIV service delivery despite the COVID-19 pandemic."

7 "COVID-19," NSWP.

8 UNAIDS, 2020, « Droits en cas de pandémie – Confinements, droits et leçons du VIH dans la réponse précoce à la COVID-19. »

Dans la région Afrique, les travailleurSEs du sexe ont fait face à des accusations stigmatisantes selon lesquelles elles/ils seraient plus susceptibles de propager le virus, ce qui a entraîné un renforcement des mesures de police. En Ouganda, la police a fait des descentes au domicile des travailleurSEs du sexe plus souvent qu'auparavant, en utilisant notamment des gaz lacrymogènes et une force excessive. Les travailleurSEs du sexe des villes frontalières du Kenya et de l'Ouganda ont également déclaré être confrontéEs à une augmentation de la stigmatisation et de la violence de la part de la police et du grand public.<sup>9</sup> Les mesures prises par les gouvernements face à la pandémie ne respectent pas les droits humains des travailleurSEs du sexe.

**« De nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe ont été déplacés illégalement vers d'autres pays sans leur consentement. Ils ont aussi fermé beaucoup de maisons closes où vivent les travailleurSEs du sexe. Nous avons également vu des cas où le gouvernement retirait aux travailleuses du sexe leurs enfants. Les violations des droits humains des travailleurSEs du sexe sont très répandues. »**

Alliance africaine des travailleurSEs du sexe (ASWA), réseau régional : Afrique

En Inde, le Réseau national des travailleurSEs du sexe (NNSW) a signalé que les travailleurSEs du sexe étaient doublement discriminéEs dans le contexte de la protection sociale. Si des mesures à court terme, telles que l'aide d'urgence, sont introduites en cas de crise, le droit à la protection sociale est absent et, dans de nombreux cas, exclut les travailleurSEs du sexe. En outre, les travailleurSEs du sexe se voient refuser toute protection, y compris le congé maternité, les congés maladie et les autres avantages dont bénéficient les travailleurSEs, en raison de la stigmatisation et de la criminalisation de leur travail.

Selon Empower, un membre de NSWP, les conséquences des restrictions imposées dans le cadre de la COVID-19 sur la communauté des travailleurSEs du sexe ont été catastrophiques, les travailleurSEs du sexe faisant tout leur possible pour assurer leur survie et celle de leur famille. Soixante-cinq pourcents des travailleurSEs du sexe ont déclaré ne pas avoir de revenu et beaucoup de ces femmes sont retournées dans les zones rurales pour vivre de la terre. Les dettes ont augmenté et 80 % des travailleurSEs du sexe signalent avoir contracté des dettes depuis les fermetures d'établissements liées à la COVID-19. Beaucoup ont dû limiter leurs dépenses et 55 % affirment qu'elles/ils dépensent moins pour se nourrir.

<sup>9</sup> Amnesty International, 2020, "COVID-19 Crackdowns: Police abuse and the global pandemic."

# Les travailleurSEs du sexe oubliÉs

**Dans les études de cas menées par les organisations membres de NSWP en Pologne, en Inde, en Thaïlande, en Argentine, en Équateur, aux États-Unis, au Suriname, au Burkina Faso et au Zimbabwe, il a été signalé que les travailleurSEs du sexe étaient excluEs des plans gouvernementaux d'aide face à la COVID-19. Les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont répété à de nombreuses reprises que la non reconnaissance du travail du sexe comme un travail était le principal obstacle à une plus grande sécurité et protection des travailleurSEs du sexe.**

Sex Work Polska indique à ce sujet :

**« Aucun plan d'aide gouvernementale n'a été proposé aux travailleurSEs du sexe. Elles/ils n'avaient pas accès aux services de santé publique, ne pouvaient pas bénéficier de congés maladie en cas de soucis de santé et leur famille ne bénéficiait pas de soutien en termes d'accès à la santé non plus. Les travailleurSEs du sexe ne bénéficient toujours d'aucune forme d'aide systémique, qu'elle soit liée au travail ou à la santé. »**

En Pologne, comme dans de nombreux autres pays, c'est la criminalisation qui est responsable de cette exclusion. En raison de la criminalisation du travail du sexe, de nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe ne peuvent pas accéder aux aides publiques. Ces programmes exigent en effet généralement une preuve de la perte de leurs revenus ou encore la preuve qu'elles/ils sont au chômage ou en situation difficile.<sup>10</sup>

Une travailleuse du sexe participant à un groupe de discussion focalisé en ligne organisé par le collectif Ishtar aux États-Unis a rapporté ce qui suit :

**« Le gouvernement est intervenu contre nous exactement à l'intersection de SESTA/FOSTA et du confinement. De nombreuses mesures ont été prises contre nous sous le couvert de la sécurité en cas de pandémie. De nombreux clubs de strip-tease ont dû fermer mais n'ont pas pu demander d'aide publique alors qu'ils payaient des impôts. Il était pratiquement impossible de demander une quelconque aide en raison de la manière dont nous devons déclarer nos revenus pour éviter toute discrimination. »**

<sup>10</sup> Stefan Ranoszek, "Sex workers, ignored by the state, abused by the police," New Frame, 18 August 2020.



En Équateur, les travailleurSEs du sexe liés au Colectivo Flor de Azalea ont été abandonnés par les autorités provinciales et municipales. Elles/ils ont indiqué qu'aucune mesure n'a été prise par les autorités pour leur venir en aide, que ce soit pour leur apporter des vaccins ou de la nourriture. Aucune mesure n'a non plus été prise qui leur aurait permis de survivre à la quarantaine en disposant des ressources et de la nourriture nécessaires pour répondre à leurs besoins sanitaires. Concernant les mesures prises par les autorités locales équatoriennes, une travailleuse du sexe a déclaré : « Non, pas nous, pas les travailleurSEs du sexe. » En Argentine, le gouvernement n'a adopté aucune stratégie publique visant à inclure les travailleurSEs du sexe. Pendant la pandémie, un système a été créé en ligne pour les travailleurSEs (RENATEP) pour permettre aux travailleurs de l'économie informelle d'accéder à des aides sociales, y compris à un fonds d'urgence mis en place pour faire face aux pertes de revenus pendant la crise de COVID-19. Il comprenait initialement la catégorie de « travailleurSEs du sexe » mais celle-ci a été rapidement supprimée sur ordre de Gustavo Vera, directeur du Comité exécutif contre la traite et l'exploitation des êtres humains et abolitionniste renommé en Argentine, suite aux pressions exercées par des groupes féministes et abolitionnistes.

Au Suriname, le gouvernement a augmenté les frais hospitaliers administratifs de plus de 300 % pendant la pandémie, rendant ainsi les services très chers pour les travailleurSEs du sexe. Certains travailleurSEs du sexe ont pu se rendre dans les pays voisins, comme le Guyana et la Guyane française, pour accéder aux services de santé. Néanmoins, de nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe ont été laissés pour compte et n'ont pas pu accéder au traitement en raison des coûts administratifs élevés ou des frais de déplacement importants pour se faire soigner ailleurs. Un autre problème alarmant a concerné la pénurie de matériel de prévention, de médicaments et d'autres formes de matériel de santé. Le ministère de la Santé du Suriname était fréquemment en rupture de stock de préservatifs, de lubrifiant et de médicaments antirétroviraux contre le VIH, ce qui a conduit les travailleurSEs du sexe à perdre toute confiance dans l'État.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les faiblesses des systèmes de santé et montré que de nombreux gouvernements avaient négligé d'investir dans la santé et la protection sociale et ne s'étaient pas préparés aux situations d'urgence avant la crise. Même les pays dotés de systèmes de santé solides auraient pu être mieux préparés face à cette urgence.<sup>11</sup> Une étude sur la prestation de services liés au VIH, publiée dans le *Lancet*, a révélé que les interventions les plus efficaces dans le cadre de la lutte contre la pandémie ont été celles menées au niveau local par les communautés, montrant ainsi qu'elles sont le moyen le plus rapide et le plus efficace de soutenir les populations clés, notamment en matière d'accès aux services de santé.<sup>12</sup>

---

11 CSU2030, 2020, « L'état de l'engagement en faveur de la couverture sanitaire universelle : rapport de synthèse, 2020. »

12 Murphy, Eamonn et al., "Innovations, Adaptations, and Accelerations in HIV Service Delivery During the COVID-19 Pandemic, 2020–2021," *The Lancet HIV*.

# Les meilleures pratiques en matière de soutien communautaire aux travailleurSEs du sexe

**Malgré les ressources limitées dont disposaient les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe, elles ont réussi à utiliser au mieux ce dont elles disposaient pour assurer une aide d'urgence aux membres de la communauté. NSWP a engagé des consultants nationaux issus des organisations membres des cinq régions pour documenter les interventions lancées par les organisations de défense des droits des travailleurSEs du sexe face à la COVID-19 et pour s'entretenir avec les travailleurSEs du sexe qui ont bénéficié de cette aide pendant la pandémie. Toutes ces interventions démontrent la force et l'engagement des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe envers leurs communautés et la manière dont elles continuent de soutenir les travailleurSEs du sexe qui n'ont pas accès aux plans d'aide de l'État.**

## **Distribution de nourriture, d'argent et de matériel médical**

Les mesures de distanciation sociale mises en place par les gouvernements du monde entier, notamment les confinements et les restrictions de mouvement, se sont traduites, du jour au lendemain, par une perte de revenu pour de nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe. Amnesty International a constaté que les groupes marginalisés, notamment les travailleurSEs du sexe, ont été touchés de manière disproportionnée par les réglementations liées à la COVID-19, ce qui les a renduEs encore plus vulnérables à la discrimination et aux violations de leurs droits. Non seulement les travailleurSEs du sexe ne pouvaient pas gagner leur vie mais les mesures punitives qui ont été prises les ont également empêchéEs d'accéder à la nourriture, au logement et aux soins de santé.<sup>13</sup> Des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe sont intervenues pour combler ce vide en distribuant de la nourriture, du matériel médical et de l'argent aux personnes les plus démunies de leurs communautés.

---

13 Amnesty International, 2022, "There is no help for our community: The impact of states' COVID-19 responses on groups affected by unjust criminalization."

Beaucoup d'entre elles ont rapidement lancé des campagnes de collecte de fonds pour obtenir plus d'argent car le financement des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe reste limité. Dans l'ensemble des cinq régions, l'initiative la plus répandue des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe a consisté à distribuer de la nourriture, de l'argent et du matériel médical.

### L'Équateur

En Équateur, le Colectivo Flor de Azalea a pris en charge la gestion des ressources pour l'achat de nourriture et l'envoi de ressources aux organisations locales de travailleurSEs du sexe dans différentes régions de l'Équateur. Les travailleurSEs du sexe qui ont bénéficié de cette aide ont indiqué qu'elles/ils avaient le plus besoin de nourriture, de matériel de santé, de préservatifs, de médicaments, de l'accès aux services de santé et de transferts d'argent. Elles/ils ont indiqué que c'est parce que l'organisation communautaire et ses leaders leur ont apporté ce soutien essentiel qu'elles/ils ont pu affronter les quarantaines et les moments les plus difficiles de la pandémie.

**« Ils nous ont donné des masques, des préservatifs, des vivres, des affaires de toilette... nous sommes reconnaissants car ce sont les seuls à nous avoir aidés. »**

Une travailleuse du sexe, Équateur

### L'Argentine

Red por el Reconocimiento del Trabajo Sexual (RRTS), qui a plusieurs antennes en Argentine, a travaillé dur pour soutenir les travailleurs du sexe dans les différentes provinces du pays. L'organisation n'a pas été en mesure d'apporter le même soutien dans toutes les provinces. Dans certaines provinces, RRTS a pu conclure un accord avec les plans sociaux de l'État pour soutenir leur communauté, alors que dans d'autres provinces, RRTS était moins bien établie et n'avait aucun lien avec les interventions de l'État dans le cadre de la riposte face à la COVID-19. À Córdoba, RRTS a principalement distribué de la nourriture, notamment des produits frais comme du poulet, des fruits et des légumes, mais aussi des produits de santé comme des masques et du gel désinfectant. Dans d'autres provinces, la mobilisation ayant été moindre, il n'a été possible de distribuer que des denrées non périssables. CertainEs travailleurSEs du sexe individuelLEs ont également pris l'initiative de soutenir leurs communautés pendant la pandémie. Dans la province de Chaco, par exemple, les travailleurSEs du sexe ne recevaient aucune aide de l'État. Une militante a donc décidé de rejoindre le Mouvement rebelle argentin grâce auquel elle a pu obtenir de la nourriture et des ressources pour ses collègues travailleurSEs du sexe dans la province. Elle a aussi commencé à organiser des repas pour les travailleurSEs du sexe chez elle.

## Le Suriname

SUCOS, un membre de NSWFP, a mis en œuvre des projets visant à rendre les travailleurSEs du sexe plus autonomes : par exemple, des ateliers de renforcement des capacités et des campagnes de soutien social visant à réduire les contraintes économiques et sociales. SUCOS a principalement aidé les travailleurSEs du sexe à acheter de quoi manger et à payer leur loyer. Beaucoup d'entre elles étaient des mères célibataires luttant pour subvenir aux besoins de leur famille. Les travailleurSEs du sexe ont rapporté que c'est la seule organisation du pays qui a apporté son soutien à la communauté au plus fort de la pandémie.

**« SUCOS m'a fait parvenir des colis alimentaires, une carte d'assurance maladie... c'est la seule organisation qui aide les travailleurSEs du sexe. Je survie grâce à un ami qui m'aide à payer mes dépenses quotidiennes. Sans cette organisation gérée par des travailleurSEs du sexe, nous serions morts de faim ; c'est la seule organisation qui nous aide. »**

Une travailleuse du sexe, Suriname

Face à la pénurie de nourriture et au manque de soutien du gouvernement, la plupart des travailleurSEs du sexe qui étaient en contact avec SUCOS ont souligné que ce sont les colis alimentaires dont elles/ils ont le plus besoin pour survivre.

**« Ce qui m'a le plus aidée, ce sont les colis alimentaires et l'aide pour payer mon loyer. C'est ce qui m'a permis de garder la tête hors de l'eau. »**

**« Pour moi, c'était les courses, parce que j'ai 3 enfants qui vont à l'école et qui doivent manger tous les jours. »**

**« SUCOS m'a donné des colis alimentaires et m'a aidé à payer mon loyer... Je peux maintenant garder la tête hors de l'eau car c'est vraiment dur dans la rue. Et c'est encore plus difficile sans aide. »**

Une travailleuse du sexe, Suriname  
(lors d'une discussion de groupe)

## Les États-Unis

Aux États-Unis, trois organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont apporté une aide d'urgence aux membres de la communauté : Ishtar Collective, New York Transgender Advocacy Group (NYTAG) et SWOP Behind Bars. Ces initiatives ont principalement été financées par des travailleurSEs du sexe solidaires ou par d'autres organisations qui embauchaient des travailleurSEs du sexe, leur proposaient des services ou travaillaient en collaboration avec elles/eux et utilisaient leurs ressources pour des objectifs communs.

Le collectif Ishtar a créé un jardin et distribué de la nourriture à celles et ceux qui en avaient besoin, sans aucune formalité administrative. Le projet Free Food Garden occupe presque un demi-hectare de terrain. Le collectif a apporté un soutien financier et a distribué des fruits et légumes cultivés dans une ferme dans le Vermont. Ils ont régulièrement approvisionné 20 ménages en produits alimentaires provenant de leur ferme et 10 à 15 personnes ont reçu des repas réguliers en petits groupes. Le collectif a été financé par des dons privés, la solidarité des travailleurSEs du sexe et des campagnes de levée de fonds.

NYTAG a apporté une aide financière aux travailleurSEs du sexe transgenres, non conformes aux normes de genre et non-binaires pendant plusieurs mois en 2020 et 2021. Plusieurs de ces personnes ont pu bénéficier à plusieurs reprises d'une aide financière pendant quelques mois. Plusieurs fondations ont financé l'initiative de NYTAG.

SWOP Behind Bars a distribué des cartes-cadeaux virtuelles de 25 dollars pour inciter les personnes intéressées à participer à des groupes de discussion focalisés et à partager leurs expériences pendant la pandémie. SWOP Behind Bars a également continué de soutenir les travailleurSEs du sexe après et pendant leur incarcération en leur procurant des outils de communication, de l'argent en espèces, des papiers d'identité, des téléphones et tablettes pour faciliter leur réinsertion, des timbres J Pay (plateformes de communication des prisons d'État) et de nombreux autres services de soutien.

**« J'ai pu payer mes factures urgentes avec l'aide que j'ai reçue. Je pense que cela m'a remonté le moral et m'a remise sur pied à un moment où les choses n'allaient pas vraiment bien. Ma famille et moi avons pu nous nourrir avec les vivres que j'ai reçus. Nous avons vu un grand changement dans la façon dont les colis alimentaires sont distribués, livrés à domicile, en particulier avec la ferme du Collectif Ishtar... On ne peut pas penser avec le ventre vide. »**

Une travailleuse du sexe, États-Unis

## Le soutien émotionnel et la solidarité

La pandémie a également eu un impact important sur la santé mentale des travailleurSEs du sexe. Les travailleurSEs du sexe, contraintEs à l'isolement, sans source de revenu, de plus en plus stigmatiséEs et discriminéEs parce que perçuEs comme des « vecteurs de maladie », sans oublier la peur de contracter le COVID-19, ont vu leur santé mentale s'aggraver et ont rencontré des difficultés pour trouver du soutien et un autre travail pendant la pandémie.<sup>14</sup> Outre le soutien financier et les vivres qu'elles/ils ont reçus, les travailleurSEs du sexe ont affirmé que le soutien émotionnel que leur a apporté leur communauté a été d'une aide inestimable pour traverser la pandémie. Plus que jamais, les travailleurSEs du sexe ont pu survivre grâce à la solidarité de la communauté et à l'entraide de ses membres.

### Les États-Unis

Les travailleurSEs du sexe qui ont reçu de l'aide du collectif Ishtar ont déclaré que hormis le soutien financier, c'est le soutien émotionnel et la solidarité du collectif qui ont été les plus utiles.

**« J'ai aussi pu constater que les membres de ma communauté se serrent les coudes et se soutiennent mutuellement »**

**« Ils nous ont aidés pour le transport et ont assuré notre sécurité »**

**« Des amis m'ont aidé financièrement et mentalement. Cela m'a évité de craquer »**

**« Grâce à l'aide financière, j'ai pu rester dans mon appartement ; grâce à l'aide psychologique, j'ai réussi à ne pas perdre la boule pendant cette période. »**

Une travailleuse du sexe, États-Unis  
(lors d'une discussion de groupe)

Les travailleurSEs du sexe qui ont bénéficié d'un soutien émotionnel de la part d'Ishtar et d'autres organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont indiqué que cela avait considérablement contribué à améliorer leur situation.

**« Ma situation s'est beaucoup améliorée depuis le début de la pandémie. Je me sens tellement mieux, je vois les choses de manière beaucoup plus positive. Je vais beaucoup mieux. L'aide que j'ai reçue m'a été très utile et j'ai plus de ressources maintenant. Je vais mieux maintenant. Je fais partie d'une communauté de personnes qui voient les choses de la même manière que moi. »**

Une travailleuse du sexe, États-Unis

<sup>14</sup> APNSW, 2021, "Sex workers' lived experiences during COVID-19 and community-led pandemic responses."

## L'Argentine

En Argentine, RRTS a réfléchi à l'intérêt de renforcer les liens existants entre l'organisation et la communauté afin d'encourager la solidarité entre les travailleurSEs du sexe dans les moments difficiles. Un autre aspect positif de la crise a été l'élaboration d'un plan de travail pour établir les statuts du réseau RRTS, en s'appuyant sur les alliances formées, et pour réfléchir au statut juridique de l'organisation.

**« Il est important de souligner la façon dont le processus d'apprentissage a pu renforcer les alliances entre les organisations de travailleurSEs du sexe du réseau... Une commission a ainsi été formée pour rechercher des ressources pour l'ensemble du territoire argentin, renforçant la coopération entre les organisations, les équipes techniques et les alliés. Cela nous a permis de comprendre qu'il est nécessaire de continuer à construire ces alliances comme un moyen de renforcer la coopération entre les travailleurSEs du sexe face à l'abandon de l'État. »**

RRTS, Argentine

## La Pologne

Dès le début de la pandémie, les militantEs de Sex Work Polska ont compris que la communauté avait plus que jamais besoin du soutien de l'organisation.

**« Tout ce qui s'est produit au début de la pandémie a eu des répercussions importantes sur la communauté [des travailleurSEs du sexe] et nous, en tant que collectif, avons décidé que nous devons faire quelque chose parce que nous ne pouvions compter que sur nous-mêmes et que nous devons compter sur notre solidarité. »**

Sex Work Polska

Ils ont créé le Fonds d'urgence, un projet de financement participatif, où chacun – travailleurSEs du sexe et alliés – pouvait soutenir la communauté. Les fonds collectés ont été directement transmis aux travailleurSEs du sexe qui en avaient besoin. Plus de 55 000 PLN (11 666 USD) ont été recueillis et plus de 240 personnes ont bénéficié de cette aide. Au début, Sex Work Polska a surtout soutenu les travailleurSEs du sexe qui travaillaient dans la rue ou en intérieur et avec lesquelles elles avaient déjà eu un contact. Lorsque la nouvelle du fonds s'est répandue grâce aux médias, l'organisation a reçu davantage de courriels, de coups de téléphone et de demandes de soutien.

Cela leur a permis non seulement de soutenir des personnes qui se trouvaient en situation très difficile pendant le confinement mais aussi d'établir un contact avec un très grand nombre de travailleurSEs du sexe qui ne connaissaient pas Sex Work Polska avant la pandémie. Cela a également renforcé, chez les travailleurSEs du sexe, le sentiment d'appartenance à une communauté. Le Fonds d'urgence a été l'expression d'une empathie et d'une solidarité radicales, et l'aide a été donnée aux travailleurSEs du sexe sans aucune condition. Cette aide exceptionnelle a été offerte dans une situation de crise grave, alors que les personnes travaillant dans cette industrie ne pouvaient obtenir d'aide nulle part ailleurs. Si le soutien était essentiellement financier, il s'agissait aussi d'un acte de solidarité, qui montrait aux travailleurSEs du sexe qu'elles/ils pouvaient compter sur l'organisation et qu'elles/ils n'étaient pas seuls.

## **Le soutien pour l'accès aux services et la gestion de la bureaucratie**

Étant stigmatiséEs et criminaliséEs, les travailleurSEs du sexe du monde entier ont eu beaucoup de mal à accéder aux services élémentaires. De nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe ne disposent pas non plus des documents nécessaires pour justifier de leur droit à bénéficier des services publics. Alors que la pandémie continuait, l'accès des travailleurSEs du sexe à ces services est devenu encore plus important pour leur survie. COVID-19 a également compliqué et entravé l'accès aux médicaments antirétroviraux et aux autres services de santé.<sup>15</sup> En réponse à cette situation, les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont fait office de système informel de santé publique, en veillant constamment à identifier les besoins urgents de leurs communautés et en réclamant des changements de politique.<sup>16</sup> Si certainEs travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH ont pu recevoir des médicaments antirétroviraux pour plusieurs mois, d'autres, notamment celles et ceux qui ont migré d'une ville à l'autre à la recherche d'un emploi, ont rencontré des difficultés pour s'en procurer.

---

15 SWAN and ESWA, 2020, "COVID-19 Crisis Impact on access to health services for sex workers in Europe and Central Asia."

16 ONUSIDA, 2021, « Tenir la ligne : les communautés en tant que premiers intervenants face à la COVID-19 et aux menaces sanitaires émergentes. »



Les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont soutenu leurs communautés en facilitant l'accès des travailleurSEs du sexe aux services et notamment à l'aide d'urgence mise en place face à la COVID-19 et aux services de santé comme le traitement du VIH et des IST et les vaccins contre la COVID-19. Les membres de l'association Aye Myanmar (AMA) sont intervenus sur le terrain pour aider les travailleurSEs du sexe à comprendre où et comment elles/ils pouvaient accéder aux médicaments antirétroviraux, mais aussi pour garantir que les travailleurSEs du sexe puissent aller chercher leurs médicaments, soit en assurant leur transport soit en couvrant leur frais de transport.<sup>17</sup> Maggie's, un membre de NSWP à Toronto, a installé un centre de vaccination pour les travailleurSEs du sexe en coopération avec le University Health Network.<sup>18</sup>

## Le Zimbabwe

Au Zimbabwe, les travailleurSEs du sexe ont rencontré des difficultés pour accéder aux services de santé. La plupart d'entre elles/eux n'ont pas réussi à obtenir les autorisations nécessaires pour se déplacer pendant les périodes de confinement et n'ont pas pu accéder au matériel médical dont elles/ils avaient besoin. Space for marginalised Groups in Diversity in Zimbabwe Trust (SGDZT), membre de NSWP, a indiqué qu'il collaborait avec diverses organisations, notamment des établissements de santé publique, pour faciliter l'accès des travailleurSEs du sexe aux services de santé et aux médicaments. Ils sont à l'origine d'initiatives pour assurer l'accès au traitement antirétroviral, au dépistage de la charge virale, au dépistage et aux informations sur le VIH, à la PrEP, aux préservatifs, ainsi qu'à du matériel de protection et de santé. Les membres de l'organisation ont fait un travail important sur le terrain pour sensibiliser les travailleurSEs du sexe afin qu'ils/elles sachent où s'adresser pour obtenir des médicaments et s'entretenir avec un professionnel de santé. Dans certaines régions, ils ont rendu visite aux travailleurSEs du sexe à leur domicile pour leur apporter leurs médicaments et le matériel médical dont elles/ils avaient besoin. Ces activités ont également permis d'établir des liens et de créer des alliances avec d'autres organisations favorables aux populations clés, en vue de collaborations et de partenariats futurs.

---

17 APNSW, 2021, "Sex workers' lived experiences during COVID-19 and community-led pandemic responses."

18 Lucas Spadafora, "Toronto's Filmores hosts low barrier vaccine booster clinic," City News Everywhere, 27 December 2021.

## Le Burkina Faso

Les travailleurSEs du sexe du Burkina Faso ont indiqué qu'elles/ils ne recevaient qu'un soutien très limité de la part des organisations traditionnelles et qu'elles/ils rencontraient des difficultés pour accéder aux services de santé. L'association Yerelon+ au Burkina Faso s'est efforcée de faciliter l'accès des travailleurSEs du sexe aux services médicaux pendant la pandémie. Créée en 2011, Yerelon+ est une association à but non lucratif qui intervient spécifiquement dans les deux grandes villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. L'objectif principal de leur établissement de santé est de prendre en charge les travailleurSEs du sexe qui rencontrent des difficultés pour accéder aux services de santé publics. Yerelon+ a pour objectif de réduire les violences physiques et psychologiques faites aux travailleurSEs du sexe et de limiter leur exposition aux IST et au VIH en garantissant leurs droits juridiques. Il vise à contribuer à l'amélioration de la santé, du statut psychologique, économique et professionnel des populations clés, notamment des travailleurSEs du sexe, dans un environnement moins hostile. Yerelon+ a formé 150 travailleurSEs du sexe au Burkina Faso à la prévention de la COVID-19. Ils ont également mis à disposition des masques de protection, des produits désinfectants et des savons.

Yerelon+ a également procuré aux travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH des médicaments antirétroviraux lorsqu'elles/ils n'en avaient plus et formé d'autres travailleurSEs du sexe à assurer cette tâche.

**« Souvent, on m'apportait mes médicaments chez moi »**

Une travailleuse du sexe, Burkina Faso

## La Pologne

Pendant la pandémie, Sex Work Polska a continué à soutenir les travailleurSEs du sexe comme d'habitude, grâce au soutien financier de Urgent Action Fund, Ciocia Basia et Fundusz dla Odmiany. L'organisation a apporté son aide directement aux travailleurSEs du sexe sur le terrain en les conseillant en matière de VIH/IST, en intervenant en cas d'urgence et en créant des liens entre les individus. Elle a également mis en place une ligne d'assistance téléphonique ouverte 24 heures sur 24 pour aider les travailleuses du sexe à faire face aux grossesses non désirées, ainsi que des consultations gratuites avec des spécialistes de confiance (avocats, thérapeutes, médecins). Sex Work Polska a également créé un fonds spécial pour aider les travailleurSEs du sexe à payer leurs visites médicales ou à acheter leurs médicaments deux fois par an. En facilitant l'accès des travailleurSEs du sexe aux services, Sex Work Polska a réussi à renforcer ses liens avec les travailleurSEs du sexe en Pologne. Les travailleurSEs du sexe interviewés en Pologne ont souligné l'importance de l'accès à ces services pendant la pandémie.

**« Pour moi, ce qui est très important, c'est que le collectif a trouvé un thérapeute respectueux des personnes lgbtq+ et a payé pour les visites dans les moments les plus difficiles pour moi. Cela m'a littéralement sauvé la vie. J'ai reçu toute l'aide que je voulais de Sex Work Polska et je ne peux pas imaginer ce que je pourrais obtenir de plus. »**

Une travailleuse du sexe, Pologne

## L'Inde

En Inde, des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont créé un service pour aider les travailleurSEs du sexe à bénéficier des mécanismes de protection sociale. Dans la mesure où de nombreuses femmes quittent leur domicile pour pratiquer le travail du sexe ou se déplacer en dehors des quartiers résidentiels, elles ne disposent d'aucun papier d'identité. Cette situation empêche les femmes d'accéder aux dispositifs de protection sociale, d'ouvrir des comptes bancaires ou d'obtenir de petits prêts, ce qui les oblige à emprunter à des taux d'intérêt très élevés auprès de sociétés de prêt.

Dans ce contexte, l'initiative « service d'assistance » de NSW a été conçue pour renforcer les interventions dirigées par les travailleurSEs du sexe pour que leurs droits en tant que travailleurSEs soient respectés, pour renforcer l'accès des membres de la communauté aux mécanismes de protection sociale et aux aides gouvernementales face à la COVID-19 et pour réduire l'exposition des travailleurSEs du sexe au VIH. Au sein du réseau, quatre organisations de quatre États indiens (Sangama, Karnataka ; Women's Initiatives (WINS), Andhra Pradesh ; Aadhar Bahudeshiya Sanstha, Maharashtra et South India AIDS Action Project, Tamil Nadu) ont demandé des financements au Fund for Global Human Rights pour créer des services d'assistance communautaires dans 25 districts de ces quatre États. Depuis la mise en place de ces services d'assistance en novembre 2020, plus de 25 816 personnes du réseau (au moment de la rédaction du présent document) ont été contactées et au moins 1 500 personnes ont bénéficié d'une aide pour accéder aux mécanismes d'aide sociale et à la documentation mise à disposition par le gouvernement.

Chaque service d'assistance était géré par une travailleuse du sexe qui avait été formée pour aider les travailleurSEs du sexe dans leurs diverses démarches administratives. Les services d'assistance aident notamment les travailleurSEs du sexe à ouvrir un compte bancaire à solde nul, à accéder aux mécanismes de protection sociale en les formant à l'utilisation d'Internet, à faciliter la coordination avec les services compétents et à garantir l'accès aux services juridiques. Les travailleurSEs du sexe responsables de la gestion des services d'assistance ont eu le sentiment d'être utiles à leur communauté.

**« Nous sommes beaucoup respectées dans ces espaces publics grâce au service d'assistance. Nous avons pu apprendre tellement de choses sur la documentation grâce à cela. Les membres de la communauté nous font confiance et elles nous accompagnent dans des endroits où elles n'iraient pas habituellement. Avant, j'avais très peur en tant que femme et en tant que travailleuse du sexe mais je n'ai plus peur maintenant, nous venons en groupe et nous savons que nous avons le soutien du collectif. »**

Une travailleuse du sexe responsable  
d'un service d'assistance, Jharkhand

NNSW a organisé un groupe de discussion et des entretiens avec huit travailleurSEs du sexe (âgés de 25 à 50 ans) de l'Andhra Pradesh et du Telangana, qui ont bénéficié de l'aide des services d'assistance, afin de déterminer de quelle manière ces services leur ont été utiles.

**« Nous sommes de la communauté Dommara, et dans l'Andhra Pradesh, nous sommes très stigmatisés socialement. Nous n'obtenons jamais de réponses du gouvernement en matière d'inclusion économique car nous sommes très marginalisés en tant que travailleurSEs du sexe traditionnelles. Grâce au service d'assistance, nous avons pu nous former et informer les membres de la communauté sur leurs droits. Nous avons été en mesure d'accéder à ces services et à ces informations. »**

Une travailleuse du sexe, Andhra Pradesh

Les services d'assistance ont aidé les travailleurSEs du sexe à ouvrir un compte bancaire sans solde, ont permis aux travailleurSEs du sexe d'accéder à l'aide d'urgence proposée par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et ont assuré un accès optimal aux dispositifs de protection sociale afin de minimiser la précarité économique des travailleurSEs du sexe pendant la pandémie.

## Renforcer les connaissances et les compétences

De nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe, qui n'avaient plus de revenus de leur activité, ont été contraintEs de chercher d'autres moyens de gagner leur vie. Toutefois, les travailleurSEs du sexe dont le travail du sexe était la principale source de revenus manquaient souvent de compétences dans d'autres domaines professionnels. Les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe les ont soutenuEs en leur offrant la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences pour qu'elles/ils puissent exercer une autre activité professionnelle ou passer au travail du sexe en ligne. Umbrella Lane, en Écosse, a proposé des ateliers aux travailleurSEs du sexe pour les aider à transférer leur activité en ligne et a également créé plusieurs guides en ligne proposant des conseils pour travailler pendant la pandémie et gérer le stress.<sup>19</sup> Les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont également constaté que les travailleurSEs du sexe connaissaient mal leurs droits et rencontraient des difficultés pour faire les démarches administratives nécessaires pour accéder aux aides publiques qui leur sont accessibles. En réaction à cette situation, elles ont mis en place plusieurs projets à l'intention des travailleurSEs du sexe pour élargir leurs connaissances juridiques et leur permettre de demander des aides proposées dans le contexte de COVID-19 dans les pays où elles/ils pouvaient en bénéficier.

19 "Resources and Research," Umbrella Lane: Sex worker well-being project.

## L'Inde

Les services d'assistance mis en place par NNSW ont aussi consisté à promouvoir le renforcement des compétences par la communauté, pour la communauté. Les travailleurSEs du sexe ont ainsi pu trouver les informations dont elles/ils avaient besoin et échanger des informations sur leurs droits en tant que citoyenNEs du pays. Les travailleurSEs du sexe responsables des services d'assistance ont expliqué que l'apprentissage de la gestion d'un service d'assistance leur a permis d'acquérir de nouvelles compétences pendant la pandémie.

**« Nous voulons redoubler d'efforts pour toucher davantage de personnes dans les communautés qui ne connaissent pas notre existence. Depuis l'arrivée du service d'assistance, peu importe notre niveau d'éducation, nous avons développé nos compétences et nous savons comment faire une réunion sur Zoom, rester en contact, faire le travail que nous avons à faire. Les travailleurSEs du sexe ont désormais confiance en elles et savent qu'elles peuvent faire ce travail. Ce n'est pas comme si nous étions incapables. Maintenant, lentement, nous devons enseigner à d'autres personnes les mêmes compétences. »**

Une travailleuse du sexe, Jharkhand

Dans l'ensemble, le service d'assistance a été perçu comme une intervention positive qui a donné aux membres de la communauté et aux organisations gérées par des travailleurSEs du sexe un objectif et une raison de se rapprocher de leur communauté où ils se sont établis comme le principal interlocuteur des membres de la communauté en difficulté.

## L'Équateur

Le Colectivo Flor de Azalea et PLAPERTS a permis aux travailleurSEs du sexe de s'informer sur leurs droits et d'acquérir des compétences de gestion d'entreprise. Colectivo a organisé des ateliers pour informer les travailleurSEs du sexe de leurs droits, pour les sensibiliser à la violence et indiquer les lieux où trouver de l'aide, et aussi pour les informer de la situation dans la rue, dans les maisons closes ou dans les foyers. PLAPERTS a coordonné avec d'autres ONG le renforcement de l'autonomie économique des travailleurSEs du sexe et des femmes migrantes en encourageant la création d'entreprises. Une des initiatives a par exemple consisté à procurer des matériaux aux travailleurSEs du sexe afin qu'ils puissent commencer à fabriquer et à vendre des masques faciaux.

## La Thaïlande

En Thaïlande, Empower a organisé des formations certifiées, destinées à apporter aux travailleurSEs du sexe un revenu supplémentaire, en particulier pendant les restrictions imposées dans le cadre de la COVID-19. Plus de cent travailleurSEs du sexe ont participé à ces formations pendant lesquelles elles/ils ont pu apprendre à préparer des sushis, à cuisiner des sucreries thaïlandaises, à préparer des cocktails ou à peindre les ongles. Certaines de ces formations ont eu lieu dans les locaux d'Empower et ont été soutenues financièrement par le ministère des Femmes et des Familles.

Le fait de se réunir pour générer des revenus ou d'apprendre de nouvelles compétences a également été pour les travailleurSEs du sexe l'occasion de continuer à s'organiser.

Empower a également donné aux travailleurSEs du sexe l'espace nécessaire pour qu'elles/ils puissent cultiver et récolter leurs propres fruits et légumes. Les travailleurSEs du sexe ont utilisé les locaux d'Empower pour faire pousser des légumes et des herbes destinés à la vente, pour fabriquer des pâtes sèches au piment et organiser des échanges de vêtements. Un groupe a commencé à fabriquer et à vendre des chips de banane en utilisant la cuisine d'Empower. Le propriétaire d'un bar karaoké local a permis à Empower d'utiliser son petit lopin de terre pour créer un potager. Le potager était ouvert à touTEs les travailleurSEs du sexe et une vingtaine d'entre elles/eux s'y rendaient régulièrement. Les produits étaient consommés ensemble, partagés et parfois vendus sur les marchés et dans les restaurants de nouilles.

## Les campagnes politiques et de sensibilisation

Face à l'exclusion des travailleurSEs du sexe des fonds d'urgences publiques, les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont lancé des campagnes politiques pour faire pression sur leurs gouvernements afin qu'ils incluent les travailleurSEs du sexe dans leurs dispositifs d'aide d'urgence en cas de pandémie. La crise sanitaire et économique provoquée par la COVID-19 a démontré l'impact négatif de la criminalisation et fourni des arguments qui peuvent venir appuyer le plaidoyer en faveur de la décriminalisation et de la protection sociale des travailleurSEs du sexe. Au Japon, par exemple, les travailleurSEs du sexe étaient initialement excluEs du dispositif gouvernemental d'aide d'urgence pour les travailleurSEs indépendantEs face à COVID-19. SWASH, un membre de NSWP, a dénoncé l'exclusion des travailleurSEs du sexe et critiqué un dispositif « discriminatoire et préjudiciable à l'encontre de celles et ceux qui travaillent dans l'industrie du sexe. »<sup>20</sup> Par la suite, lorsque SWASH a persisté à protester contre la décision du gouvernement d'interdire aux travailleuses du sexe ayant des enfants d'être compensées pour la perte de salaire, le gouvernement est revenu sur sa décision.<sup>21</sup> Les campagnes politiques se sont avérées être un moyen efficace pour certaines organisations gérées par des travailleurSEs du sexe de permettre aux travailleurSEs du sexe d'accéder aux dispositifs gouvernementaux d'aide d'urgence pendant la pandémie et de préparer le terrain pour de futures actions de plaidoyer.

## Le Zimbabwe

Au Zimbabwe, SGDZT s'est efforcé de sensibiliser les autorités à la situation des travailleurSEs du sexe pendant la pandémie. Des ateliers de sensibilisation de la police ont été organisés sous forme de tables rondes. L'organisation a contacté les principaux officiers de police et demandé de les rencontrer pour discuter des difficultés rencontrées par les travailleurSEs du sexe. Les ateliers ont révélé que la police ignorait que les travailleurSEs du sexe étaient victimes de discriminations quand elles/ils se rendaient dans des établissements de santé. Après les ateliers, la police a assuré les travailleurSEs du sexe et d'autres groupes qu'ils ne seraient pas tenus de présenter leur carte médicale pour accéder aux établissements de santé et obtenir des médicaments. Lors des réunions avec les responsables de la police, il a été décidé que les travailleurSEs du sexe devaient être autoriséEs à se procurer leurs médicaments dans n'importe quel établissement situé à proximité. Il a également été convenu que SGDZT devrait informer le personnel de police sur le traitement du VIH.

---

20 Suguru Takizawa and Sawa Okabayashi, "Group calls for sex worker bailout over lost work from virus," *The Asahi Shimbun*, 6 April 2022.

21 Sayumi Take, "Japan's female election candidates aim for diversity breakthrough," *Nikkei Asia*, 27 June 2022.

## La Thaïlande

Empower a fait campagne pour que les activités liées au travail du sexe soient traitées sur un pied d'égalité avec les autres commerces lors des réouvertures entre les confinements. Trois mois après les fermetures de mars 2020, le gouvernement a progressivement autorisé la réouverture d'autres commerces sous la supervision du Centre d'administration de la situation liée à la COVID-19 (CCSA). Toutefois, le CCSA a annoncé que les lieux de divertissement, les bars, les karaokés et les salons de massage resteraient fermés. Empower a envoyé deux lettres ouvertes au gouvernement, lui rappelant que les fermetures en cours auraient des répercussions sur de nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe. Les travailleurSEs du sexe subvenant aux besoins de leur famille, pour chaque travailleurSE du sexe sans emploi, cinq autres personnes seraient affectées. Ainsi, ce sont 3,5 millions de personnes au total qui seraient concernées.

Après l'envoi des deux lettres et grâce à l'attention des médias, les travailleurSEs du sexe ont pu rencontrer le ministère du Développement social et de la Sécurité humaine, le bureau du Premier ministre, deux députés des partis d'opposition et le ministère des Femmes et des Familles. Le message qui leur était adressé était le même pour tous. Si les lieux restent fermés, alors les travailleurSEs doivent être compensés. Les visites de représentants du gouvernement et de responsables politiques ont été l'occasion pour Empower d'insister sur la nécessité d'abroger la loi sur la prostitution et de décriminaliser le travail sexuel. Empower a ainsi pu influencer le processus de révision des lois. Pour la première fois, l'abrogation de la loi a été retenue comme une possible option alors jusqu'à maintenant seuls l'amendement ou la réforme de la loi avaient été évoqués. Empower a obtenu un siège au sein du Comité officiel de révision de la loi sur la prostitution et continue de faire des progrès. Pour la première fois, dix travailleurSEs du sexe soutenuEs par Empower ont décidé de porter plainte contre le gouvernement, afin d'obtenir une compensation pour les pertes causées par les mesures prises par ce gouvernement. Ce sera le premier procès intenté par des travailleurSEs du sexe en Thaïlande et il pourrait bien en inciter d'autres à en faire de même.



# Les difficultés rencontrées par les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe

**Les initiatives menées par les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe, de par leurs succès et les difficultés rencontrées, leur ont permis de se développer en tant qu'organisations et de tirer des enseignements qui guideront leurs futures activités de plaidoyer. UTSOPI, un membre de NSWP en Belgique, par exemple, a pu se rapprocher de la communauté des travailleurSEs du sexe migrantEs du Nigeria à Bruxelles grâce à des activités de sensibilisation pendant la pandémie et a forgé de nouvelles alliances avec d'autres organisations de soutien.<sup>22</sup> Pourtant, de nombreuses organisations ont eu du mal d'une part à réunir les ressources suffisantes pour leur communauté et, d'autre part, à atteindre les personnes les plus démunies dans leurs communautés. Les difficultés rapportées par les membres de NSWP montrent que, face à la pénurie de matériel médical et à la capacité limitée à assurer la prestation de services, il est impératif de garantir le financement des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe afin qu'elles puissent soutenir plus efficacement leurs communautés.**

## Des ressources financières limitées

Le principal problème que rencontrent les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe concerne le manque de financements. SUCOS a constaté que la plupart des travailleurSEs du sexe au Suriname dépendaient de l'aide sociale et du soutien économique de l'organisation pour conserver un logement et nourrir leur famille. Ayant peu d'argent, voire pas d'argent du tout parfois, l'organisation a eu de mal à répondre aux besoins urgents des membres de la communauté. Certaines organisations ont tenté d'obtenir des financements auprès de fondations ou d'autres donateurs mais beaucoup ont vu leurs demandes rejetées. Au Zimbabwe, plusieurs organisations interviewées ont déclaré avoir fait des demandes de financements mais la plupart d'entre elles ont échoué.

Aux États-Unis, le collectif Ishtar a fait face à des difficultés pour assurer le financement de sa ferme et pour payer les travailleurSEs du sexe qui voulaient travailler dans la ferme. NYTAG rencontre des difficultés pour financer son projet d'aide aux travailleurSEs du sexe de couleur transgenres, non conformes aux normes de genre et non-binaires. En Pologne, bien que la plupart des travailleurSEs du sexe aient reçu des virements d'argent du fonds d'urgence, ce qui a été utile et, dans certains cas, leur a sauvé la vie, beaucoup ont déclaré que le montant était encore trop faible pour améliorer leur situation à long terme.

---

22 European Sex Workers Rights Alliance, 2021, "Sex workers on the frontline: the role of the sex workers' rights groups in providing support during the COVID-19 pandemic."

## **Des services et un personnel insuffisants**

La plupart des organisations n'avait pas assez de personnel pour assurer les services d'aide d'urgence comme la distribution de colis alimentaires et de produits de toilette ou l'aide médicale d'urgence. Aux États-Unis, SWOP Behind Bars a rencontré des difficultés pour élargir ses services, obtenir la certification 501c3 (à but non lucratif) en tant qu'organisation et trouver des sources de financement permettant d'accroître sa capacité organisationnelle en plus de ses services habituels. SUCOS au Suriname a rapporté que travailler pendant la pandémie a été très difficile et a demandé beaucoup de temps et d'efforts à l'équipe SUCOS. SUCOS a dû travailler à la fois à distance et sur place pour répondre à la demande des membres de la communauté. Pour Sex Work Polska, la situation a été très difficile au plus fort de la pandémie, d'autant plus qu'il s'agit d'une petite coalition informelle qui manque de financement. Jusqu'à la fin de l'année 2021, ce sont elles/eux qui ont le plus souffert du manque de temps, de la surcharge de travail et du stress. En Argentine, les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont eu du mal à livrer les colis alimentaires et des produits d'hygiène par manque de personnel.

## **Les difficultés pour répondre aux besoins de touTEs les travailleurSEs du sexe**

Malgré le succès des initiatives des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe, il n'a pas toujours été facile d'atteindre les membres de la communauté qui en avaient le plus besoin. En Pologne, les travailleurSEs du sexe ont rapporté qu'elles/ils avaient eu des difficultés à prendre contact avec Sex Work Polska et que le temps de réponse du collectif était parfois très lent en raison du manque de moyens. Au Suriname, les travailleurSEs du sexe migrantEs étaient difficiles à contacter car elles/ils avaient souvent peur de demander de l'aide par crainte d'être victimiséEs et expulséEs. Bien que Yerelon+ ait réussi à procurer aux travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH des médicaments antirétroviraux lorsqu'elles/ils n'en avaient plus, de nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe n'ont pas pu profiter de cette initiative. Pendant les périodes de confinement et de couvre-feu, l'organisation a tenté de distribuer des vivres et du matériel médical à la communauté. Néanmoins, de nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe ont indiqué, lors du groupe de discussion mené par le consultant national, qu'elles/ils n'étaient pas au courant de l'aide proposée par Yerelon+ ou qu'elles/ils n'y avaient pas eu accès.

## Les enseignements tirés

Aux États-Unis, les trois organisations ont tiré des leçons précieuses de leur travail pendant la période initiale de la pandémie et ces enseignements leur seront utiles pour de futures activités de plaidoyer. Le projet de la ferme et les livraisons de produits alimentaires font désormais partie intégrante des activités du Collectif Ishtar. Ce projet s'intègre dans le travail de plaidoyer du collectif ainsi que dans sa mission de justice intersectionnelle. Le collectif a compris l'importance de l'aide mutuelle à court terme pour maintenir les membres de la communauté en vie, une aide qu'il complète par des actions de plaidoyer à long terme. NYTAG a adopté la même démarche. Avant COVID-19, le travail des deux organisations se caractérisait surtout par des activités éducatives et de plaidoyer. Elles assurent désormais également la prestation de services. SWOP Behind Bars a pu constater la capacité d'adaptation de la communauté des travailleurSEs du sexe et sa détermination à continuer à travailler malgré les difficultés sociétales et législatives mais aussi malgré la COVID-19.

En Équateur, la pandémie a donné l'occasion aux femmes du Colectivo Flor de Azalea et à ses dirigeantes de travailler différemment, notamment dans une perspective des droits intersectionnels, de la résilience et de l'autonomisation. Les alliances avec des organisations internationales et la communauté LGBT+ ont été renforcées et les obstacles technologiques ont été surmontés afin de promouvoir des espaces virtuels pour répondre à leurs besoins collectifs. Au Zimbabwe, SGDZT a appris, lors de ses ateliers de sensibilisation de la police, que les forces de l'ordre ignoraient souvent la manière dont les travailleurSEs du sexe étaient traitéEs, en particulier en ce qui concerne le traitement et la législation relatifs au VIH. C'est une leçon utile qu'ils mettront à profit dans leur futur plaidoyer pour l'amélioration des relations entre les travailleurSEs du sexe et la police.

En Thaïlande, l'expérience qu'a vécue EMPOWER en apportant une aide d'urgence aux travailleurSEs du sexe l'a amené à réfléchir à sa relation avec la communauté des travailleurSEs du sexe. EMPOWER s'est toujours concentrée sur l'auto-organisation des travailleurSEs du sexe mais jamais sur la prestation de services. Il a fallu trouver le moyen d'éviter de créer une relation entre « celui qui donne » et « celui qui reçoit ». Elles se sont interrogées sur la manière de gérer les inégalités de pouvoir entre l'organisation et les membres de la communauté, qui auraient pu être aggravées par les restrictions liées à la COVID-19. L'une de leurs stratégies a consisté à placer la question des rapports de pouvoir au centre de toutes les conversations et de la planification de l'assistance directe. Elles ont fait en sorte que lorsque les travailleurSEs du sexe reçoivent de l'aide, celle-ci soit assurée par d'autres travailleurSEs du sexe de leur région. Elles ont également veillé à ce que toutE travailleurSE du sexe bénéficiant d'une aide ait la possibilité de s'impliquer pour aider les autres, par exemple en préparant les colis, en en parlant à ses amis, en participant aux décisions budgétaires, aux activités de plaidoyer direct et à d'autres activités de planification. Le nombre de travailleurSEs du sexe impliqués dans les activités d'Empower a donc augmenté tout au long de la pandémie et des travailleurSEs du sexe s'organisent désormais dans trois nouvelles provinces.

# Recommandations

- 1 Les communautés de travailleurSEs du sexe doivent être directement impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 et les futures pandémies. Les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe doivent notamment participer aux initiatives de planification d'urgence en matière de santé publique.
- 2 Les donateurs doivent faire preuve d'une plus grande souplesse quant à l'évolution des priorités en matière d'utilisation des financements pour répondre aux urgences sanitaires et doivent privilégier une augmentation des financements pour les interventions dirigées par les communautés et notamment pour employer du personnel.
- 3 Les services de santé sexuelle et reproductive et de traitement du VIH ne doivent pas être interrompus pendant les crises sanitaires et humanitaires et doivent disposer de financements plus pérennes.
- 4 Les gouvernements, les décideurs politiques et les membres de la société civile doivent activement œuvrer pour la pleine décriminalisation du travail du sexe, y compris la décriminalisation des travailleurSEs du sexe, des clients et des tierces parties.
- 5 Les travailleurSEs du sexe doivent être intégrés aux dispositifs nationaux de protection sociale concernant notamment l'assurance maladie et les indemnités en cas de maladie, ainsi que d'autres mesures d'urgence.
- 6 Un pare-feu doit être mis en place entre les services d'immigration et les services de protection sociale/services de santé afin de garantir que les travailleurSEs du sexe migrantEs sans papiers ne prennent pas de risques en sollicitant les aides gouvernementales ou en cherchant à utiliser les services publics, lorsqu'ils sont proposés.
- 7 Les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe pourraient envisager de renforcer leurs capacités pour intégrer la prestation de services à long terme dans leurs activités et ainsi toucher davantage de membres de la communauté.
- 8 Les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe doivent continuer à renforcer leurs alliances avec d'autres mouvements pour que, lors de futures pandémies ou autres crises humanitaires, ce soit une riposte plus énergique et plus solidaire qui soit mise en place pour soutenir les travailleurSEs du sexe et les autres populations clés.

# Conclusion

**Le principal obstacle à une riposte communautaire à la COVID-19 a été et reste le manque de financement des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe. Les groupes communautaires connaissent mieux que quiconque les besoins de leur propre communauté. Comme l'a montré la pandémie, les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe sont les mieux placées pour prendre contact avec les travailleurSEs du sexe en cas d'urgence. Elles sont souples, innovantes, réagissent rapidement et sont les mieux placées pour évaluer rapidement la situation, identifier les besoins prioritaires et réaffecter les ressources pour proposer de l'aide aux travailleurSEs du sexe sous la forme de colis alimentaires, d'aide au transport, de conseils psychosociaux ou d'accès aux médicaments. Les systèmes qu'elles ont créés pour que ce soit des travailleurSEs du sexe compétentEs de confiance qui apportent leur aide à d'autres travailleurSEs du sexe doivent être financés de manière plus systématique afin que les travailleurSEs du sexe ne soient pas laissésEs pour compte.**

Toute future intervention face à cette pandémie, ou à d'autres pandémies et crises humanitaires, devrait se faire par l'intermédiaire d'organisations et de réseaux gérés par des travailleurSEs du sexe afin de leur permettre de mieux soutenir leurs communautés. Les donateurs devraient s'efforcer d'être plus souples pour des interventions plus efficaces et plus agiles. Une riposte communautaire à la COVID-19 implique de demander des comptes à l'État tout en répondant aux besoins urgents immédiats et en renforçant les organisations et les réseaux gérés par les travailleurSEs du sexe.





**nswp**

**Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel**  
Promouvoir la Santé et les Droits Humains

## **SOLIDARITÉ EN ACTION**

**Même avant l'épidémie de SIDA, les travailleurSEs du sexe se sont eux-mêmes organisés. NSWP, en tant que réseau mondial d'organisations dirigées par les travailleurSEs du sexe, est composé de réseaux régionaux et nationaux forts dans cinq régions : Afrique, Asie-Pacifique, Europe (y compris Europe orientale et Asie centrale), Amérique latine, et Amérique du Nord et Caraïbes.**

NSWP dispose d'un Secrétariat mondial en Ecosse, Royaume-Uni, dont le personnel mène un programme de plaidoyer, de renforcement des capacités et de communication. Ses membres sont des organisations locales, nationales ou régionales de travailleurSEs du sexe et de réseaux déterminés à amplifier la voix des travailleurSEs du sexe.



Mitchell House 5/5 Mitchell Street Edinburgh Scotland UK EH6 7BD  
+44 131 553 2555 [secretariat@nswp.org](mailto:secretariat@nswp.org) [www.nswp.org](http://www.nswp.org)  
NSWP is a private not-for-profit limited company. Company No. SC349355

